

# L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

## Les effets des mutations structurelles induites par les lois Hamon et NOTRe sur les Partenariats public-ESS (PPESS) et l'ancrage ESS des politiques régionales

NOM, Prénom, structure et affiliation : Angélique CHASSY, Laboratoire MÉTIS, Normandie Business School ([achassy@em-normandie.fr](mailto:achassy@em-normandie.fr))

Autres contributeurs : Philippe BANCE, UMR CNRS-Université les Antilles, LC2S ([philippe.bance@univ-antilles.fr](mailto:philippe.bance@univ-antilles.fr))

### Résumé :

Les partenariats public économie sociale et solidaire (PPESS) sont en plein essor en France. Ils contribuent à la mise en œuvre d'une action publique s'appuyant sur les organisations de l'économie sociale et solidaire (OESS). Les lois Hamon et NOTRe y ont largement contribué par la légitimation nationale de l'ESS et le renforcement du rôle des régions en matière de stratégies de développement territorial. Cette contribution analyse les effets des mutations à l'œuvre à l'appui d'une étude empirique menée dans une perspective comparative sur les régions Grand-Est et Normandie. Le questionnement des représentants de grandes structures publiques et de l'ESS à l'appui d'une *Analyse Textuelle de Discours* permet d'appréhender les similitudes et les différences régionales. Cette analyse ressort de fortes différenciations des politiques régionales et des PPESS. On peut y voir les prémises d'une concurrence entre modèles régionaux, pouvant avoir à l'avenir une forte influence en termes de paradigme d'action collective.

### \*Communication\*

L'atelier a pour objet de discuter des résultats d'une publication dans la Revue d'Economie Régionale et Urbaine (Bance et Chassy, 2021) qui analyse la portée des changements induits dans les modalités de prise en compte des Organisations de l'économie sociale et solidaire (OESS) et la conduite des politiques publiques régionales par la mise en œuvre des lois Hamon (31 juillet 2014) et Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe, 7 août 2015).

Le déploiement de partenariats entre secteur public et économie sociale et solidaire (PPESS) (CIRIEC, 2022) qui s'opère depuis lors relève de classiques logiques mises en exergue dans la littérature, notamment : le besoin d'ancrage de l'action publique aux territoires selon un principe de proximité (CE, 1997) ;

# L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

l'intérêt suscité par les innovations et en particulier les innovations sociales dans le cadre de l'action collective, notamment dans une perspective de transformation sociale durable (Richez-Battesti et al., 2012) ; les atouts de la co-construction de l'action publique (Vaillancourt, 2012 ; Fraisse, 2018 ; Colomes et Caire, 2020), dans un contexte d'interactions croissantes entre parties prenantes.

Le nouveau cadre institutionnel a cependant aussi pour effets la spécification et la différenciation de politiques publiques régionales en France. On peut replacer ces transformations à l'œuvre dans le cadre d'un processus dit de « destruction créatrice d'action publique » (Bance, 2018), c'est-à-dire de transformation en profondeur des modalités et des instruments de mise en œuvre de l'action publique dans le cadre du paradigme d'action collective impulsé par la nouvelle gestion publique. Cela nous a conduit à mener une analyse comparative des politiques publiques prenant appui sur l'ESS dans deux régions françaises : Grand-Est et Normandie et ce grâce à l'utilisation d'une Analyse Textuelle de Discours (ADT).

L'ADT est une méthode texto-métrique qui permet d'appréhender des différences et des similitudes dans les perceptions et les spécifications des effets des politiques régionales résultant de l'application des réformes. L'analyse menée se fonde ainsi sur un questionnement initial d'acteurs partant de quatre hypothèses qui renvoient pour deux d'entre-elles aux caractéristiques et effets de la loi Hamon (sa dominante économique ; la dimension citoyenne dans l'ESS), pour les deux autres à la loi NOTRe (l'influence des acteurs et la co-construction ; l'importance de l'ancrage territorial). Les discours des représentants des principales structures de référence se différencient ainsi foncièrement dans les deux nouvelles grandes régions : assez strictement économique ou plus socioéconomique ; un référentiel plus ou moins fort à l'entreprise pour la conduite du changement d'échelle de l'ESS et le fléchage des financements ; une place plus ou moins étendue donnée aux logiques de coopération, d'intelligence et de projets communs pour porter le développement de l'ESS.

L'atelier vise ainsi à s'interroger plus avant sur l'extrapolation qui peut être donnée à de tels résultats par un élargissement de l'analyse aux autres régions françaises. Peut-on considérer, comme tend à le montrer la comparaison des régions Grand-Est et Normandie, que les récentes réformes menées en France se caractérisent par :

- une bifurcation institutionnelle du modèle français par le déploiement de stratégies régionales différenciées en matière de PPESS ;
- des formes modulées de co-construction de l'action collective d'un espace régional à un autre ;
- le possible déploiement à venir d'une « concurrence par comparaison entre modèles régionaux » ?

# L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

## 1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

### Bibliographie :

Bance P. et Chassy A. (2021) Les partenariats public-ESS après les lois Hamon et NOTRe, à l'aune d'une Analyse de Discours Textuels dans les régions Grand-Est et Normandie, *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, (4) : 627-654.

Bance P. (2018) Public - Social and Solidarity Economy Partnerships (PSSEPs) and collective action paradigm, conclusion of the book, in P. Bance (dir.), *Providing public goods and commons, Towards coproduction and new forms of governance for a revival of public action*, CIRIEC Studies Series 1 [en ligne] <http://www.ciriec.uliege.be/en/publications/ouvrages/providing-public-goods-and-commons-towards-coproduction-and-new-forms-of-governance-for-a-revival-of-public-action-philippe-bance-dir-2018/>

CIRIEC (2022), Les coopérations entre économie publique et ESS au service de l'intérêt général, Les Cahiers du CIRIEC, n° 4, février [en ligne] <https://www.ciriec-france.org/ciriec/cms/7125-7564/les-cahiers-du-ciriec-france.dhtml>

Colomes J., Caire G (2020) Vers une institutionnalisation de la co-construction des politiques publiques en économie sociale et solidaire. *Revue Economie Régionale et Urbaine* (5) : 887-908

Fraisse L (2018) La co-construction de l'action publique : définition, enjeux, discours et pratiques. Rapport de la recherche action coordonnée par le Collège d'études mondiales et soutenue par l'Institut de la Caisse des Dépôts pour la Recherche [en ligne] <https://www.fmsh.fr/sites/default/files/files/Rapport%20Coconstruction%20de%20l%27action%20publique%20VF.pdf>

Richez-Battesti N., Petrella F. et Vallade D. (2012) L'innovation sociale, une notion aux usages pluriels : Quels enjeux ? *Innovations* 2 (38) : 15-36 [en ligne] <https://www.cairn.info/revue-innovations-2012-2-page-15.htm>

Vaillancourt Y. (2012) *Le Tiers secteur dans la co-construction des politiques publiques canadiennes*, CRISES, Montréal.

---

CE, 1997, *Journal officiel* n° C 340 du 10/11/1997 p. 0105, 11997D/PRO/07 [en ligne] <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:11997D/PRO/07:FR:HTML>